

A. Synthèse

- Bouygues Telecom estime que le PBO doit rester le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final.
- Bouygues Telecom estime nécessaire que l'obligation de complétude, à savoir de déployer en première intention l'ensemble des PBO en aval d'un PM, ne soit pas remise en cause, et donc respectée par l'ensemble des opérateurs déployeurs.
- Si une souplesse devait être introduite, Bouygues Telecom considère, d'une part, que cela ne devrait pas concerner dans un premier temps plus de 10% des logements ou locaux à usage professionnel du PM de rattachement, avec une décroissance de ce taux au court du temps et, d'autre part, que l'opérateur déployeur se doit de fournir l'ensemble des informations relatives à la pose de ces PBO (localisation du PBO, type et coûts du Câblage Client Final par adresse desservie par ce PBO), dès la mise à disposition du PM dont ces PBO vont dépendre. Les modalités de facturation de ces PBO ne devront intervenir qu'à partir du moment où ils sont effectivement déployés.
- Si une telle souplesse était permise aux opérateurs déployeurs, alors ils se devraient de faire le déploiement de ces PBO dans un délai maximum de 10 jours ouvrés suivant la demande d'un opérateur commercial.
- Bouygues Telecom considère que si les PBO ne sont pas posés à proximité immédiate des logements ou locaux à usage professionnel, c'est-à-dire à moins de 100m, il est toutefois nécessaire de s'assurer que la distance entre le PBO et les logements ou locaux à usage professionnel soit compatible avec la réalisation du raccordement client final de manière prévisible et dans un délai maximum de 4h. Mécaniquement, cette distance ne devra pas être trop longue. Sous réserve du respect de cette règle, les opérateurs pourraient alors s'appuyer sur les intersections intermédiaires pour déployer leur PBO. En complément, les raccordements sur devis se devraient de rester une minorité.

B. Réponse aux questions

1. Bouygues estime pertinent et nécessaire que le PBO soit en effet considéré comme le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du Câblage Client Final et que son positionnement doit à ce titre coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel. Il ne

doit pas exister un point d'attente supplémentaire en aval de ce PBO, qui échapperait ainsi à toutes contraintes réglementaires.

2. En complément de la notion de positionnement du PBO dans les zones d'habitat dispersé et de la distance sur laquelle deux câbles peuvent cheminer sur un même tracé, Bouygues Telecom estime également nécessaire d'encadrer la localisation du PBO par rapport à la mise en œuvre du Câblage Client Final associé à ces PBO.

Si la règle qui s'applique dans les zones d'habitat regroupé, à savoir une distance de moins de 100m, peut apparaître contraignante lorsque l'habitat est dispersé, il est toutefois nécessaire que la localisation du PBO soit compatible avec un délai de construction du Câblage Client Final qui soit prévisible (afin de fournir l'information sur le délai supplémentaire au client final lors de la souscription) et puisse être réalisé dans un créneau horaire identique aux créneaux utilisés pour les Câblages Clients Finals sur PBO posés en première intention (de l'ordre de 4H). En effet, il n'est pas envisageable de faire peser sur le client final de l'opérateur commercial (qui pourrait déjà être impacté par le délai complémentaire de pose du PBO différé) d'autres contraintes de disponibilité.

Ainsi, une distance trop élevée pourrait apporter de fortes contraintes opérationnelles sur le raccordement du client final et ainsi potentiellement voir réduire son appétence initiale pour le raccordement FTTH, voir se sentir discriminé par l'infrastructure déployée par l'opérateur d'immeuble ou la collectivité comparativement à d'autres adresses de la même commune.

Concernant la localisation du PBO, Bouygues Telecom estime que, sous réserve du respect de la règle précédente, le scénario 2 apparaît pertinent et proportionné, mais demande à l'ARCEP d'apporter davantage de précision sur la notion d'intersection intermédiaire, notion qui peut paraître utilisable dans le cas d'un schéma théorique mais qui ne semble pas pertinent dans la réalité opérationnelle (Une intersection n'est pas forcément en Y)

Bouygues Telecom rappelle également qu'il est nécessaire que l'architecture technique du réseau de bout en bout (du NRO à la PTO) respecte les préconisations de la Mission Très Haut Débit relatives au bilan optique.

3. Bouygues Telecom partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle les modalités tarifaires doivent être définies de manière à limiter autant que possible le recours aux tarifications sur devis, qui ne devraient demeurer qu'une pratique réservée aux sites très isolés. En effet, il est nécessaire que l'opérateur commercial soit en mesure de communiquer à son client final, dès la première demande d'information,

le prix du raccordement. Cette exception sur le schéma de base, un tarif prédéfini par type de raccordement, doit rester très limitée et encadré en volume à l'échelle d'un PM. Le volume doit être inférieur au volume de logements ou locaux à usage professionnel qui seraient rattachés à un PBO posé de manière différé (cf. réponse à la question 5).

4. Bouygues Telecom considère qu'il n'est pas raisonnable de laisser à l'opérateur d'immeuble ou la collectivité la possibilité de juger unilatéralement du degré d'appétence d'un client final afin de déterminer si la pose différée d'un PBO est justifiée. L'opérateur d'immeuble est un opérateur d'offres de gros qui n'a pas les compétences requises pour la détermination de l'appétence d'un potentiel client final. Pire, les opérateurs d'immeubles intégrés pourrait profiter de cette situation pour préempter les clients finals des réseaux construits en conditionnant la pose du PBO à une prise de commande d'accès auprès de l'opérateur de détail intégré. Un principe de transparence et d'équité doit pouvoir s'appliquer à l'ensemble des opérateurs commerciaux. Il ne nous paraît par conséquent pas envisageable, dans le principe du respect de la relation entre un client final et son opérateur de détail de permettre à un opérateur d'immeuble de juger du degré d'appétence d'un client final pour définir si le PBO desservant ce client final doit être posé lors du déploiement initial ou de manière différée. En effet, comment savoir si un client final situé dans un habitat dispersé sera plus ou moins appétant qu'un client final situé dans un habitat regroupé. L'opérateur d'immeuble ne doit introduire aucune contrainte ou limite au raccordement des clients finaux.

Bouygues Telecom estime ainsi nécessaire de maintenir l'obligation de complétude, à savoir que l'ensemble des PBO soient déployés en première intention, tout en considérant que certaines souplesses sur le timing de pose de ces PBO pourraient s'appliquer dans certains cas.

Ainsi, si l'ARCEP souhaite assouplir la règle relative à la complétude, une règle stricte sur le volume de logement qui pourrait être rendu raccordable par la pose différée d'un PBO devrait être définie (cf. réponse à la question 5) ainsi qu'un contrôle stricte des abus éventuels et des raisons objectives ayant amené l'opérateur d'immeuble à décider de ce décalage de déploiement

Par ailleurs, Bouygues Telecom rappelle que la règle de tarification et de facturation doit respecter l'état du déploiement du réseau. En effet, l'opérateur deployeur facturant à la mise à disposition du PM puis à la mise à disposition du PBO, il ne faut pas considérer qu'un PBO à pose différée puisse être facturable avant qu'il ne soit effectivement déployé.

5. En complément de la réponse à la question précédente, et pour rappel à défaut du respect de l'obligation de la règle de complétude qui doit être la première intention, Bouygues Telecom pourrait

estimer proportionné qu'un volume maximal de logements ou locaux à usage professionnel puisse être raccordé via la pose différée d'un PBO. Ce volume qui peut évoluer dans le temps, évolution nécessairement décroissante, ne devrait pas excéder au départ 10% des logements ou locaux à usage professionnel du PM de rattachement. Ainsi à l'issue des cinq ans, délai dans lequel l'opérateur déployeur doit avoir respecté son obligation de complétude, ce pourcentage doit être très faible. L'ARCEP devra suivre le respect de ces règles par les opérateurs déployeurs qui devront ainsi transmettre les informations pertinentes à l'Autorité.

6. Dans le cas où les opérateurs d'immeuble seraient autorisés à déployer des PBO de manière différée, il devrait dans ce cas, après demande d'un opérateur commercial de raccorder un client final dont l'adresse a été identifiée dans les informations fournies par l'opérateur d'immeuble comme desservie par un PBO non encore posé, de déployer ce PBO dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant l'envoi de la commande d'accès à la ligne envoyée par l'opérateur commercial. En tout état de cause, ce délai de déploiement du PBO ne doit pas empêcher la planification par l'opérateur commercial avec son client de la date de réalisation du Câblage Client Final. C'est pourquoi, toute commande d'accès à une ligne FTTH envoyée par un opérateur commercial sur un PBO non encore déployé, doit faire l'objet d'un accusé de réception (AR CMD) positif de la part de l'opérateur d'immeuble et d'un compte rendu de commande (CR CMD) positif précisant la localisation du PBO et sa date de disponibilité réelle. La commande d'accès à une ligne FTTH sur un PBO à pose différée ne doit pas être différente de la commande d'accès à une ligne FTTH sur PBO existant. L'existence d'un PBO dans le système d'information de l'opérateur d'immeuble ne doit pas correspondre à la réalité terrain. Un PBO à pose différé doit rester, même s'il n'existe pas encore physiquement sur le terrain, un PBO comme un autre en termes de système d'information.

En outre, Il est nécessaire que des compte rendus intermédiaires d'installation de ces PBO soient communiqués aux opérateurs commerciaux afin qu'ils soient en mesure d'informer le client final en cas d'éventuels décalages.

7. Il apparaît nécessaire qu'aucune souplesse ne soit introduite sur la mise à disposition des informations par l'opérateur d'immeuble aux opérateurs commerciaux dans le cas éventuel de PBO posé de manière différée.

Le PBO étant, en Zone Moins Dense, l'élément de réseau qui permet de déterminer si les clients en aval de ce dernier sont raccordables (liste des adresses raccordables par PBO dans les « CR MAD SITE »), il est primordial que l'opérateur d'immeuble, dans le cas d'une pose différée, fournisse aux opérateurs

commerciaux l'intégralité des informations relatives à ce PBO, permettant d'identifier en avance de phase qu'une adresse sera desservie par un PBO à pose différée et déployable sur demande d'un opérateur commercial dans un délai cohérent avec les attentes des clients finals (10 jours ouvrés semblant un maximum).

Bouygues Telecom estime ainsi nécessaire que l'opérateur d'immeuble transmette l'information selon laquelle des logements ou locaux à usage professionnel seront raccordables par des PBO posés de manière différée dans le même temps et les mêmes délais que la mise à disposition de l'information pour les PBO déployés en première intention de façon à ce qu'aucun traitement spécifique ne soit réalisé par l'opérateur commercial.

En effet, l'opérateur déployeur se doit, lors de la mise à disposition du PM, d'avoir une vision claire, précise et anticipée du fait que certains PBO seront déployés de manière différés et ainsi de les identifier dans les fichiers correspondant, à savoir celui de la MAD PM.

Ainsi, le champ « CategorieRaccoLogement » des CR MAD SITE devrait être complété par la notion de « PBO à raccordement différé » et « EtatImmeuble » devra ainsi être considéré comme « déployé sur demande/prêt au raccordement » afin que les opérateurs commerciaux puissent commercialiser le service aux clients finals concernés par la pose d'un PBO différé de la même manière que pour un client final desservi par un PBO déjà déployé.

L'information fournie par l'opérateur d'immeuble sur la position du PBO différé (chambre, poteau, façade..), le type et le coût du Câblage Client Final (aérien, aéro-Soutterrain, façade, GC..) ne devra pas diverger entre l'information fournie préalablement et la réalité finale lors du raccordement du client après mise à disposition par l'opérateur d'immeuble du PBO.